

PROGRAMME

Modératrice: **Annelies Beck** (VRT)

10:00 - 10:05

Remarques d'ouverture par **Tawfik Jelassi**, Directeur Général Adjoint, Communication et Information, UNESCO

10:05 - 11:00

Séance d'ouverture de haut niveau - Gouvernance du contenu des réseaux sociaux et impact sur la dynamique de la paix et des conflits

- **Věra Jourová**, Vice-Présidente, Commission Européenne
- **Alice Wairimu Nderitu**, Conseillère Spéciale du Secrétariat Général des Nations Unies pour la Prévention du Génocide
- **Hilde Hardeman**, Directrice - Chef de service, Instrument de Politique Étrangère, Commission Européenne
- **Guy Berger**, Directeur, Secteur de la Communication et de l'Information, UNESCO
- **Matt Brittin**, Président, Google Europe, Moyen-Orient et Afrique
- **Markus Reinisch**, Vice-Président Politiques Publiques, Facebook Europe, Moyen-Orient, Afrique

Cette session réunit des représentants de haut niveau de l'Union européenne, des Nations unies, de l'UNESCO et des réseaux sociaux pour discuter du rôle essentiel que jouent les plateformes en ligne dans la promotion de la paix et de l'accès à l'information. Elle examine en particulier les questions mondiales urgentes de la gouvernance des contenus en ligne pour contrer les discours de haine et la désinformation en ligne et la nécessité de développer des principes communs pour un espace en ligne mondial. La session s'intéresse à l'impact mondial potentiel du nouveau cadre de réglementation et de corégulation des plateformes en ligne proposé par l'Union Européenne et de la manière dont il est conforme aux principes inaugurés par l'UNESCO lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse de 2021 sur la transparence des plateformes en ligne et au plan d'action et à la stratégie des Nations unies sur les discours de haine.

11:00 - 12:30

Groupe de discussion 1 - Projet "Social Media 4 Peace" : défis et opportunités

- **Prof. Hubert Gijzen**, Directeur, Bureau multisectoriel pour l'Afrique de l'Est à Nairobi, UNESCO
- **Simon Bojsen-Moller**, Chef d'Unité Adjoint, Instrument de Politique Étrangère, Commission Européenne
- **Iverna McGowan**, Directrice, Bureau Europe, Centre pour la Démocratie et la Technologie
- **Gerald Sowah**, Manager Politiques Publiques, Facebook
- **Anita A. Wahid**, Présidium du Mouvement Indonésien Anti-Hoax MAFINDO
- **Maida Bahto Kestendzic**, Coordinatrice de Projet, Conseil de la Presse en Bosnie-Herzégovine

La première session sera consacrée au projet intitulé "Social Media 4 Peace". Le projet lancé début 2021 vise à renforcer la résilience de la société civile face aux contenus potentiellement nuisibles diffusés en ligne, en particulier les discours de haine incitant à la violence, tout en améliorant la promotion de la paix grâce aux technologies numériques, notamment les médias sociaux dans trois pays pilotes : Bosnie-Herzégovine, Indonésie et Kenya. Les intervenants, parmi lesquels des parties prenantes du projet et des représentants des réseaux sociaux, discuteront des raisons et de la manière dont le projet entend accroître les connaissances sur l'impact des messages en ligne sur les comportements hors ligne et la dynamique des conflits, et comment le projet pourrait sur base de ces nouvelles connaissances piloter de nouveaux outils au niveau local pour limiter les contenus préjudiciables. Les intervenants aborderont également la question de savoir comment maximiser le potentiel des technologies numériques pour en faire un élément essentiel de la consolidation de la paix.

11:00 - 12:30

Pause déjeuner

13:30 - 15:00**Groupe de discussion 2 - Leçon tirées du projet "#CoronavirusFacts, Addressing the 'Disinfodemic' on COVID-19 in conflict-prone environments"**

- **Khaled Salah**, Directeur, Bureau régional pour l'Afrique Centrale à Yaoundé, Cameroun, UNESCO
- **Jurgis Vilčinskis**, Chef de division adjoint, Communication stratégique et analyse de l'information, EEAS
- **Cecília Napido Gonçalves**, Directrice, Département de la Recherche, Planification et Coopération, GABINFO, Mozambique
- **Janet M. Kincaid**, Responsable des Opérations de Formation & Chef de Projet, Département de la Communication, OMS
- **Olivia Sohr**, Directrice de l'Impact et des Nouvelles Initiatives, Chequeado, Argentine
- **Kenneth Okwaroh**, Directeur Exécutif, Centre Africain pour les Personnes, les Institutions et la Société
- **Sana Hassan**, Rédactrice en Chef de l'Agence de Presse Iraqi Youth

La deuxième session fait le point sur les résultats et les enseignements tirés du projet #CoronavirusFacts, qui s'achève à la mi-octobre 2021. Les parties prenantes du projet et les partenaires du monde entier partagent leurs idées sur la manière dont les actions du projet ont contribué à améliorer l'accès à l'information et à atténuer la propagation de la désinformation en ligne et des récits haineux à un moment critique de la pandémie. Le panel examine la manière dont la résilience face aux conflits et aux tensions exacerbées par la crise a été renforcée grâce au projet pendant la pandémie de COVID-19, mais aussi à l'impact que les actions du projet auront sur les parties prenantes, les pays et les régions cibles pour faire face aux crises futures et aux défis qui sont apparus au cours des 18 derniers mois et qui nécessiteront un engagement et des actions supplémentaires.

15:00 - 15:15**Pause****15:15 - 16:15****Groupe de discussion 3 - Contextualisation des contenus préjudiciables en ligne pour favoriser la paix**

- **Anna Herold**, Chef d'Unité, Pluralisme des Médias, DG CONNECT, Commission européenne
- **Julie Owono**, Membre du Conseil de Surveillance de Facebook et Directrice Générale d'Internet Without Borders
- **Pierre François Docquir**, Chef du Programme pour la Liberté des Médias, Article 19
- **Jonathan Bright**, professeur agrégé, Université d'Oxford et chercheur, Oxford Internet Institute
- **Andrew Puddephatt**, Expert en Politique Internet et Auteur

Les règles de modération et de curation des contenus en ligne potentiellement préjudiciables sont le plus souvent discutées au niveau mondial de manière uniforme. Pourtant, la complexité du traitement des contenus en ligne potentiellement préjudiciables réside dans l'impossibilité de définir précisément les limites du type de contenu couvert, quel que soit le contexte. C'est pourquoi, outre l'utilisation des principes des droits de l'homme comme base de référence universelle, la prise en compte des nuances sociales, culturelles et linguistiques semble nécessaire pour développer et revoir les règles et outils de modération et de curation de contenu de manière localisée. Les intervenants de cette dernière session abordent la contextualisation des contenus préjudiciables en ligne en partageant des expériences locales et en explorant la meilleure façon de réduire les contenus préjudiciables en ligne tout en protégeant la liberté d'expression et en renforçant la promotion de la paix.

16:15 - 16:30

Remarques de clôture par **Louise Haxthausen**, Directrice, Bureau de liaison à Bruxelles et Représentation auprès de l'Union européenne, UNESCO